

# Dettes & Développement

Plate-forme d'information et d'action sur la dette des pays du Sud

I

n

f

o

d

e

t

t

e

N° 4

Juil.  
Sept.  
2004

## Des alliés que l'on n'attendait pas

**Les Etats-Unis pour une annulation de 100% de la dette multilatérale des pays pauvres : est-ce possible ?** En tout cas, l'effet d'annonce est garanti : après que l'idée eût germé à Sea Island en juin, Bush réactive la proposition début septembre, en pleine campagne électorale, se posant ainsi en défenseur des pays pauvres. Et en plaidant pour l'annulation de 100% de la dette détenue par le FMI et la Banque mondiale sur les pays pauvres très endettés (PPTe), Bush répond du même coup à Chirac qui s'indignait qu'on fasse « *en 3 mois pour l'Irak plus qu'on a fait en dix ans pour les plus pauvres* » - et marque donc des points en faveur d'une annulation de la dette irakienne (et du financement des contrats d'Halliburton)...

**Nous nous apprêtons donc à dénoncer la manœuvre dilatoire** du gouvernement américain, qui cherche en réalité, à :

1. S'attirer les bonnes grâces de l'opinion, tout en annulant la dette sur le dos des pays pauvres. Le gouvernement Bush veut en effet financer l'annulation des dettes multilatérales des pays pauvres très endettés (PPTe) à partir des financements existants destinés à ces pays (fonds FRPC pour le FMI et réserves de l'AID pour la Banque mondiale). Par exemple, si le Niger était censé recevoir 10 \$ en aide et rembourser 2 \$ de dette, les Etats-Unis proposent de diminuer l'aide à 8 \$ et d'annuler 2 \$ de dette. Autrement dit, impact zéro.
2. Affaiblir la capacité de financement des institutions multilatérales. Bien que les Etats-Unis y disposent d'un droit de veto, Bush cherche à tout prix à diminuer l'influence du FMI et de la Banque mondiale sur les pays pauvres, notamment en l'incitant à ne pas faire de prêts mais que du don. Il privilégie ses stratégies bilatérales pour affecter l'aide au développement où et comme bon lui semble, notamment à travers le *Millennium Challenge Account*.

**Et voilà que, tel Zorro, surgit Gordon Brown** au Congrès du Labour Party, le 26 septembre 2004, qui annonce que son pays, le Royaume-Uni, consacrerait unilatéralement 150 millions d'euros (100m £) par an pour effacer sa part (10 %) de la dette des pays pauvres vis-à-vis de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement. Sont concernés : les PPTe et les pays éligibles uniquement à l'AID (18 non-PPTe, dont le Cambodge, l'Afghanistan...). Gordon Brown plaidera également pour une annulation de la dette de ces pays vis-à-vis du FMI en faisant « *meilleur usage des stocks d'or du FMI* ». « *Parce que les pauvres ne peuvent pas attendre, nous voulons montrer l'exemple en payant notre part de leurs échéances* ». Et d'inciter les autres pays du G7 à suivre l'exemple. Elle appelle la France à prendre le même engagement, en utilisant des ressources véritablement additionnelles à l'aide au développement.

**Nous avons salué cette initiative**, qui serait selon le Trésor britannique financée sur des fonds strictement additionnels, et appelé la France à emboîter le pas aux Britanniques. Il faudra sans doute étudier de plus près les mécanismes et les montants en jeu (apparemment assez faibles), et ces annulations seules ne suffiront ni à combler le fossé qui sépare la plupart des pays des objectifs du Millénaire, ni à renverser le déséquilibre des pouvoirs entre créanciers et débiteurs, mais ne boudons pas notre plaisir : c'est un pas dans la bonne direction.

**Pourquoi une telle annonce de la part du Royaume-Uni ?** Cette annonce, faite au Congrès d'un *Labour party* très remonté contre la politique étrangère de Blair, a certainement une dimension électorale outre-Manche. Cette proposition permet également au RU de répondre à celle des Etats-Unis, desquels le gouvernement Blair cherche peut-être à se démarquer... Enfin, cette proposition surgit l'année précédant le G8 britannique, et la semaine même où Chirac et Lula ont lancé en fanfare aux Nations-Unies leur idée de fiscalité internationale.

Si la vieille rivalité franco-britannique stimule pareilles propositions, oublions l'entente cordiale ! (JM)

## Le Fonds en tournée...

### Nigéria

Le FMI en tournée au Nigéria n' a surpris personne: il a, comme à son habitude, dispensé les recommandations de politique économique qui permettraient au pays d'alléger sa dette. La recette miracle : appliquer les réformes économiques et de la fonction publique "*en toute transparence*". Le FMI incite fortement le pays à une pratique qu'il rechigne lui même à appliquer : la transparence. Parallèlement, depuis 1999, le président nigérian fait campagne pour obtenir des annulations de dette qui dégageraient des ressources nécessaires au développement social et économique du pays. Sans grand succès. [NA]

### Brésil

Le FMI pourrait accepter de réduire les contraintes budgétaires sur le Brésil, dont l'excédent a atteint jusqu'à 5,59% du PIB au premier semestre 2004 - un niveau particulièrement élevé de fonds consacrés au règlement de la dette extérieure du pays. Il n'a pour autant pas suffi à payer la totalité des intérêts exorbitants de la dette, qui ont encore représenté l'an dernier plus de 10% du PIB. Cette mince ouverture du FMI est soumise à une condition : les investissements supplémentaires devront concerner des projets d'infrastructures garantissant des recettes fiscales, qui n'entraveraient ainsi pas la croissance du pays...et donc ses perspectives de remboursement de la dette. Le FMI pourrait alors déduire du calcul de l'excédent budgétaire de tels investissements. En décembre prochain, le Brésil devra, lui, décider s'il reconduit son accord avec le Fonds. [NA]

### Argentine

"*Même pas en rêve*", avait répondu Nestor Kirchner au FMI qui le priait, début septembre et citant l'exemple brésilien, d'augmenter l'excédent budgétaire du pays afin de rembourser sa dette. Finalement, ce dernier sera un peu plus important que prévu initialement, et s'élèvera à 3,9% du PIB. Mais seuls 2,7% serviront au paiement de la dette a assuré le ministre de l'économie. Sur l'objet principal de leur conflit, le FMI et l'Argentine sont parvenus laborieusement à quelques accords. L'Etat avait annoncé fin août qu'il paierait au FMI ses échéances dues pour 2004 à hauteur de 1,3 milliard de dollars, et demanderait un moratoire pour le milliard restant, ce à quoi le FMI a consenti dernièrement. L'Argentine a, par ailleurs, obtenu que soit différée à 2005 la révision de l'accord

"stand by" conclu avec le FMI (qui reporte de 3 ans le paiement de la dette auprès des IFI), soit une fois la restructuration de sa dette privée achevée. Cette dernière a pris du retard, les créanciers privés n'ayant toujours pas donné leur accord à la proposition du gouvernement argentin de les rembourser à hauteur de 25% de leurs avoirs. [NA]

## Infos Pays

### Quand le FMI... dérape

#### Indonésie : FMI vs. développement humain

L'enlisement économique dans lequel se trouve aujourd'hui l'Indonésie est en partie du à la mauvaise gestion par le FMI de la crise économique qui a ébranlé l'Asie à la fin des années 90. Le Fonds n'a pas, de ses propres aveux, fourni les recommandations budgétaires et politiques appropriées au pays. C'est forte de cet argument que la présidente alors en poste, Megawati Sukarnoputri, a plaidé au début du mois d'août pour que le FMI reconnaisse ses erreurs et ré-échelonne une partie de la dette du pays. Ce dernier, qui n'a pas renouvelé son accord avec le Fonds à la fin de l'année 2003, doit à l'institution 10 milliards de dollars. Cette dette colossale qui pompe un tiers du budget de l'Etat est aujourd'hui responsable des piètres résultats sociaux du pays, qui se situe au 111<sup>ème</sup> rang du classement de l'Indice de développement humain (IDH), derrière la Thaïlande et les Philippines. Une envoyée spéciale de l'ONU pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) s'est ainsi inquiétée de l'incapacité du pays à améliorer ses indicateurs sociaux et son rang à l'IDH en raison du manque de ressources disponibles pour le développement humain. [NA]

#### L'Argentine somme le FMI de prendre ses responsabilités

Il n'y a pas qu'en Indonésie que le FMI profère de mauvais conseils. Le rapport de l'*Independent Evaluation Office* (IEO), organe d'évaluation "indépendant" du FMI, est formel : par sa passivité et sa politique de prêts infondée, alors que l'Argentine s'enfonçait chaque jour un peu plus dans la faillite, le FMI a contribué à la plus grande crise économique de l'Histoire. Roberto Lavagna, l'actuel ministre argentin de l'économie demande donc des comptes au Fonds pour les 22 milliards de dollars de prêts accordés au pays entre janvier et

septembre 2001, au cœur de la crise, malgré les mises en garde des services spécialisés sur les dangers de cette situation. Si le FMI reconnaît son implication dans la crise, M. Lavagna le presse aujourd'hui d'assumer la responsabilité de cet échec, en "*partageant le coût financier du rétablissement*" de la situation. [NA]

### **Indonésie : audit des dettes odieuses**

La *Coalition contre la dette* demande un audit des prêts concédés au pays par la Banque Mondiale (BM), afin de déterminer leur légitimité, et celle de leur remboursement. D'après la coalition, le caractère odieux d'une partie de la dette indonésienne envers la Banque (près du tiers) est avéré ; ce n'est pas l'avis de cette dernière qui a balayé toute hypothèse d'une quelconque corruption, et d'allègements de dette à ce titre. Pour Bert Hofman, économiste en chef de la BM : "*Si la demande de la Coalition concerne des prêts corrompus ou des dettes odieuses, la communauté internationale ne reconnaît pas de tels concepts*". (Consulter l'article sur [www.odiousdebts.org/odiousdebts/index.cfm?DSP=content&ContentID=11087](http://www.odiousdebts.org/odiousdebts/index.cfm?DSP=content&ContentID=11087)). [NA]

### **Tanzanie : annulation de dette**

La France a annulé 116 millions d'euros de dette tanzanienne. 89 millions ont été intégralement effacés et le reste sera converti en nouveaux programmes de développement visant notamment l'éducation primaire. Le nouveau statut de la Tanzanie, qui fait partie de la Zone de solidarité prioritaire depuis 1998 lui permettra de recevoir "12 à 20 fois plus d'aide" a claironné l'ambassadeur français. [NA]

### **Irak : aide au développement**

La première aide au développement accordée par le FMI à l'Irak de l'après-Saddam s'élève à 436 milliards de dollars. Cette aide revêt la forme d'un prêt octroyé au titre de l'assistance d'urgence accordée aux pays sortant d'un conflit. Condition préalable à son obtention, le gouvernement irakien avait soldé sa dette de 81 millions de dollars auprès du Fonds, le 22 septembre. Un traitement de faveur comparé à celui que subissent les pays africains en sortie de crise. Avec cette goutte d'eau, comparée aux 120 milliards de dette du pays, le FMI entend inciter les bailleurs internationaux à accroître leurs efforts financiers envers le pays, notamment concernant la question de sa dette. Question qui continue d'opposer les pays créanciers de l'Irak, mais qui devrait faire l'objet d'un accord en Club de

Paris avant la fin de l'année, dans la plus grande opacité... Une telle solution priverait l'Irak d'une reconnaissance du caractère odieux de sa dette, ce qui eût pu servir de précédent pour d'autres pays. En revanche, si le récent prêt du FMI n'est pas utilisé dans l'intérêt de la population, il pourrait à terme être annulé car odieux. [NA/ JM]

## **La dette au Club de Paris**

### **Géorgie**

Suite à un accord pour une FRPC (Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance) conclu avec le FMI le 4 juin dernier, le Club de Paris a rééchelonné environ 160,6 millions de dollars de la dette de la Géorgie. Cet accord réduit le service de la dette du par le pays au Club pendant la durée du programme soutenu par le FMI de 169,2 à 46,4 millions de dollars. Le stock de dette de la Géorgie due au Club de Paris s'élève à 525 millions de dollars. [NA]

### **Irak**

Statu quo au Club de Paris, réuni le 9 septembre dernier, qui conclura ses négociations sur la dette irakienne fin 2004, faute d'être parvenu à un accord sur le montant à annuler. Le Club s'est entendu sur un "traitement individualisé" (Approche d'Evian) des 21 milliards de dollars (40 avec les intérêts) qu'il détient. Pour l'instant, une annulation "substantielle" de 50% fait l'objet d'un certain consensus - notamment auprès de l'Allemagne, la Russie et la France - auquel les Etats-Unis continuent d'opposer l'annulation de la quasi-totalité de la dette. [NA]

## **IPDTE**

### **Point d'achèvement**

Le **Ghana** est devenu, le 13 juillet dernier, le 14<sup>ème</sup> pays à avoir franchi le point d'achèvement de l'initiative PPTE. A ce titre, et dans le but, selon lui, de "restaurer la soutenabilité de la dette", le Club de Paris a annulé 673 millions de dollars en VAN, réduisant la dette du pays à son égard de 1,94 milliard à 300 millions de dollars. le montant de dette annulé par l'ensemble des créiteurs du Ghana s'élève au total à 2,2 milliards de dollars en VAN. [NA]

### **Le Cameroun "off track"**

Le Cameroun, qui espère depuis un an atteindre le point d'achèvement de l'IPDTE, a été déclassé de l'initiative le 30 août dernier, sur décision du FMI.

Les raisons évoquées : une coordination inefficace du programme (entre les différents ministères), la mauvaise gestion des finances publiques, la mauvaise gouvernance et la corruption avancée. Les autorités camerounaises ont par ailleurs été convaincues de "transmission de données erronées"... 11 milliards de FCFA auraient « disparu » - en pleine campagne électorale, on a tout de même une petite idée ! Conséquence de ce déclassement : une explosion de la dette extérieure, qui passera pratiquement du simple au double, et dont la population camerounaise sera la première victime. Cette décision n'a d'ailleurs que peu surpris cette dernière tant la corruption gouvernementale est avérée. Cette situation a de quoi rendre perplexe. Il est vrai que les mesures d'austérité budgétaire préconisées par le FMI dans le cadre de l'IPPTE sont d'autant plus impopulaires à la veille d'échéances électorales... Quand à la France, qui détient 33% des créances bilatérales du pays, elle voit de fait s'éloigner la mise en œuvre de l'un de ses plus gros C2D (accord bilatéral). Ce qui ne l'empêchera pas d'applaudir des deux mains la « réélection » de Paul Biya à l'issue d'une mascarade de processus démocratique. [NA/JM]

## Politique française

### Accord de reconversion des dettes algériennes

La France a conclu avec l'Algérie un accord de reconversion d'une partie de sa dette, pour un montant de 61 millions d'euros. La France, qui avait déjà annoncé en juillet dernier un concours financier à hauteur de 2 milliards d'euros serait-elle devenue généreuse? Pas réellement... il existe bien une contrepartie pour le gouvernement : la dette algérienne sera reconvertie en contrats commerciaux pour les entreprises françaises, notamment en mauvaise santé financière. Un marché "gagnant-gagnant" comme l'a qualifié Nicolas Sarkozy? La pratique du partenariat à la française... [NA]

### République du Congo

*Billets d'Afrique... et d'ailleurs n°128 - sept 2004*

Les relations entre Jacques Chirac et Sassou N'Gesso, "dictateur criminel contre l'humanité" président du Congo-B sont au beau fixe. Pour favoriser la signature d'un contrat avec le FMI, l'Élysée a annulé 250 milliards de FCFA de la dette extérieure du pays en juillet dernier. Avec ce soutien financier, "les citoyens français sont mis à contribution, à hauteur de plusieurs centaines de

*millions d'euros, non pour alléger vraiment la dette qui pèse sur les Congolais (ce serait justice) mais pour permettre au(x) voleur(s) en chef de voler à nouveau".* Un soutien qui n'est pas inhabituel dans la politique extérieure française. [NA]

## ONU

### L'ONU s'élève contre la dette

De nombreuses voix s'élèvent pour réclamer une solution urgente à la situation d'endettement des pays africains. Jeffrey Sachs, conseiller spécial de Kofi Annan sur les mesures de lutte contre la pauvreté, mais aussi Peter Piot, directeur exécutif de l'ONUSIDA et Jacques Diouf, directeur général de la FAO. Alors que le premier incite le continent à refuser de payer sa dette, le second appelle à son annulation et à investir l'argent dégagé dans les programmes d'éducation et de santé, deux secteurs fondamentaux sans lesquels on ne peut endiguer la pandémie. Doit-on rappeler que l'Afrique consacre encore 4 fois plus à la dette qu'à l'éducation et à la santé ? Alors que seules 7% des personnes atteintes du sida sont soignées, l'Afrique subsaharienne est endettée à hauteur de 201 milliards de dollars... et le continent tout entier voit tous les jours un peu plus s'éloigner les OMD.[NA]

## Mobilisation

### Les Non-Alignés se font entendre

Le MNA a à nouveau plaidé mercredi 25 août pour un allègement conséquent de la dette du continent africain. Le Mouvement a ainsi rappelé le rôle des pays "développés" pour sortir l'Afrique du marasme économique dans lequel elle évolue. Il préconise pour cela une aide et un investissement accrus en Afrique et une participation renforcée du continent aux décisions relatives à sa situation économique. Cet appel a été lancé au cours de la XIVème conférence ministérielle de l'organisation qui se déroulait à Durban (Afrique du Sud). Le multilatéralisme dans les relations internationales et les OMD étaient, entre autres, au programme de cette réunion. [NA]

### Red Sol-Salta

L'ONG argentine Red sol Salta prévoit d'organiser la 1<sup>ère</sup> conférence internationale de représentants de la société civile des pays surendettés. Selon l'association, la situation de surendettement et le désastre social auquel elle conduit, notamment dans des pays comme l'Argentine doit faire l'objet d'un

forum mondial. Il est, pour l'organisation, primordial de créer une instance juridique internationale pour traiter de la situation de surendettement des pays envers les IFI, notamment par la création d'un processus international d'arbitrage, juste et transparent, qui régulerait les relations entre débiteurs et créditeurs, où la souveraineté des Etats serait respectée. La réforme du système économique et politique mondial est une nécessité. [NA]

## Les Campagnes

### Jubilee USA "take action"

Depuis 6 mois, *Jubilee USA* multiplie les actions médiatiques dans le cadre de sa campagne en faveur de l'annulation de 100% de la dette des pays les plus pauvres. L'organisation a lancé en juillet un "compte à rebours" de 3 mois jusqu'au jour J, le 1 octobre 2004, réunion du G7 finances. Fax et appels en masse au Trésor, cartes postales aux IFI, introduction du *Jubilee Act* au congrès, les militants sont sans relâche mis à contribution pour réclamer 100% d'annulation. Une manifestation devant le Trésor américain a été organisée le 21 septembre,

qui se poursuivra le 1<sup>er</sup> octobre, sur le lieu de réunion du G7 finances. [NA]

### L'Union Européenne et la dette : Bilan du lobby sur la présidence irlandaise de l'Union

La plate-forme irlandaise "*Debt and Development Coalition*" a coordonné cette campagne à laquelle la PFDD a participé. Tous les canaux ont été utilisés pour amener la dette au centre des débats : délégation au Parlement Européen pour inciter les députés à faire de la dette une question centrale de la présidence irlandaise ; deux questions relatives à la dette ont été posées, l'une à la Commission, l'autre au Conseil ; lettre commune aux ministres des affaires étrangères ; lien entre nos revendications et une résolution au Parlement Européen sur l'IPTE et le soutien européen aux OMD via les Engagements de Barcelone... Cette campagne a permis d'élever la dette au rang des préoccupations de l'UE. Elle a fait l'objet de nombreuses débats et questions aussi bien au Conseil des ministres qu'au Parlement européen. Cette campagne a surtout renforcé notre capacité et nos connaissances de lobbying sur l'UE.

Pour tout détail sur la campagne: [www.debtireland.org](http://www.debtireland.org)  
[NA]

## Dans la famille D & D...

➤ La **Documentation Française** a créé un lien vers le site de la Plate-forme Dette et Développement dans le cadre d'un dossier qu'elle a réalisé intitulé "Banque Mondiale, FMI et Développement".

➤ Erlassjahr.de (Jubilee Allemagne) a publié une série de statistiques par pays sur la dette de 48 pays en développement. A consulter sur le site d'erlassjahr : [www.erlassjahr.de/content/laenderinfos/index.php](http://www.erlassjahr.de/content/laenderinfos/index.php)

➤ Vikram Nehru, l'ex-Mr PPTTE de la Banque mondiale, a été nommé le 9 juillet dernier Directeur du tout nouveau Département Dette de la Banque mondiale.

➤ Grand succès du **festival Esperanzah**, organisé par le CADTM du 30 juillet au 2 août dernier en Belgique, qui a accueilli plus de 19 000 personnes.

➤ *Le Rapport au Parlement sur les activités du FMI et de la Banque mondiale* est sorti. Il est disponible sur le site du Ministère des Finances : [http://www.minefi.gouv.fr/minefi/europe/relations\\_ecofi/index.htm](http://www.minefi.gouv.fr/minefi/europe/relations_ecofi/index.htm)

➤ **Strategy meeting d'Eurodad** : le réseau européen sur la dette, a rassemblé, le 3 septembre dernier à Bruxelles, une vingtaine d'organisations représentatives des plates-formes nationales lors d'une rencontre stratégique sur la dette qui visait à mieux coordonner les campagnes nationales.

## Agenda

- **IV Séminaire sur la dette et le droit international** organisé par le CADTM, du 17 au 20 octobre, à l'IIRE, à Amsterdam. Pour toute information et inscription : [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

- Le CADTM organise également un **Dialogue international sur la dette du Tiers-Monde, les IFI et les programmes d'ajustement structurel**, le 10 octobre à l'Université de Liège (Belgique). Pour toute information, contacter [cadtm@skynet.be](mailto:cadtm@skynet.be)

- Le **réseau allemand sur l'Indonésie** organise son **11<sup>ème</sup> séminaire** à Bad Hombourg, du 8 au 10 octobre 2004, sur le thème des différents débats actuels sur la situation sociale et politique du pays.

- **Les assemblées annuelles des IFI** les 2 et 3 octobre 2004, à Washington.

- **Séminaire sur la dette latino-américaine**, du 24 au 26 novembre 2004 à Rome, organisé par la *Stratégie amazonico-andino-centro-américaine*,

avec Giustizia e Solidarieta (Italie), Cidse-Caritas et Eurodad.

- **La Conférence annuelle d'Eurodad** aura lieu les 29 et 30 novembre aux Pays-Bas, suivie de l'Assemblée générale.

*(Edition achevée le 30 septembre 2004)*

---

## **Biblio Dette**

**CNUCED (2004) Economic development in Africa - Debt Sustainability : Oasis or Mirage?, 90p.**

La dette de l'Afrique doit être annulée si l'on souhaite que le continent ait une chance d'atteindre les OMD. C'est la recommandation issue de ce rapport de la CNUCED, sorti le 29 septembre à Washington et qui, partant du constat que l'Afrique - comme l'ensemble des pays en développement - verse plus aux pays riches qu'elle ne reçoit, appelle ces derniers à prendre leurs responsabilités. Le rapport exhorte les pays du Nord à accepter les règles du jeu en ouvrant leurs marchés aux produits africains et en supprimant à terme les subventions agricoles. Il appelle également les pays africains à diversifier leur économie et à poursuivre des politiques de gestion prudente de la dette. "*En l'absence de volonté politique d'annuler la dette*", le rapport préconise dans un premier temps un moratoire sur la dette avant que des experts indépendants évaluent la capacité de remboursement des pays africains sur la base d'un large ensemble de critères. Tout en rappelant que le continent a vu sa dette exploser entre 1985 et 1995, période de la foi aveugle des IFI en l'ajustement structurel.

### **Le Rapport 2003 de la Plate-forme Dette et Développement est enfin disponible en version anglaise**

"Democracy in the face of Debt" peut être obtenu auprès du secrétariat de la plate-forme.

La version française est toujours disponible sur le site: [www.dette2000.org](http://www.dette2000.org) et auprès du secrétariat.

*Au long de ses 80 pages, le rapport dénonce les menaces que fait peser la dette des pays pauvres sur la démocratie, au Nord comme au Sud. Il formule aussi de nombreuses propositions pour y remédier.*

**Enchaînés à perpétuité ?** C'est la question que se pose le rapport, constatant que malgré les quelques concessions des pays riches à la pression considérable de l'opinion publique internationale en 1999, la chaîne de la dette n'a pas été brisée. Cinq ans plus tard, elle reste un obstacle majeur au développement. Son remboursement continue à primer sur les besoins vitaux des populations des pays endettés. Surtout, elle maintient les pays pauvres sous l'étroite tutelle du FMI et de la Banque mondiale, au mépris des aspirations de leurs peuples. Contre cette logique anti-démocratique, la Plate-forme s'engage pour que dans les pays du Sud, comme au Cameroun, les citoyens aient un contrôle accru sur la gestion des fonds publics.

**L'opacité française.** En France aussi, le suivi des annulations de dette est un enjeu majeur pour la démocratie. En dépit des effets d'annonce, le gouvernement français empiète sur son aide au développement pour financer les annulations de dette. Il cultive les zones d'ombre sur les montants et la nature des créances annulées. Tout se passe comme si l'on cherchait à oublier ce à quoi ces créances ont servi. Il est temps que lumière soit faite sur l'usage des fonds mis, par les citoyens français, au service du développement des pays pauvres.

Enfin, le rapport dénonce la mainmise des pays créanciers conservent, à travers le G8, le Club de Paris, le FMI et la Banque mondiale, sur les règles de l'endettement international. Soucieux d'avancer vers une démocratisation des relations internationales, il propose la mise en place d'un droit international de la dette et d'un cadre pour le faire appliquer.